

SEANCE DU 24 novembre 2015.

Restitution de l'intervention de :
Marion Fontaine

Par l'équipe d'auditeurs : Barbara, Camille, Joëlle, Michèle, André, Gilles et Roland

TITRE : Mémoire oublié et histoire.

Jean-Robert Alcaras : J'ai le grand plaisir, la joie, le bonheur, de vous présenter, pour ceux qui ne la connaissent pas encore, Marion Fontaine, jeune et brillante collègue de l'Université d'Avignon, maître de conférences en histoire contemporaine. C'est une spécialiste de l'histoire de Jean Jaurès, elle contribue à l'organisation de la Société d'étude Jauréssienne, auteur de nombreux ouvrages, dont notamment, *Contre-histoire de la Troisième République*, elle nous parlera aussi dans une deuxième intervention de la fin des mondes ouvriers ; ce soir elle va nous développer une intervention générale de la question de la mémoire et de l'oubli du point de vue des historiens. Je la remercie au nom de nous tous et je vous souhaite à tous une bonne soirée.

Marion Fontaine : bonsoir à tous, je vais remercier de nouveau, cela devient presque une tradition, Jean Robert Alcaras et l'ensemble de l'équipe de l'Université Populaire ; c'est toujours un plaisir d'intervenir, de pouvoir échanger avec vous, sur un sujet sur lequel il y a tellement de choses à dire, sur la question de la mémoire, de l'histoire et de l'oubli. Aujourd'hui, je ferai une présentation générale de la manière dont cette question se pose, du rapport des historiens à la mémoire, du rapport de l'histoire et de la mémoire, et au mois de février, j'interviendrai sur la question des mémoires attachées au monde ouvrier, dont je suis fondamentalement la spécialiste.

Sur un sujet comme la mémoire, l'histoire, l'oubli, j'aurais pu vous faire une leçon très théorique, ce sujet remplit littéralement les bibliothèques et ne cesse de les remplir ; ce que je vais plutôt essayer de faire avec vous, parce que l'on dit très souvent que les historiens sont terre à terre, s'attachent aux choses concrètes, ont du mal avec les idées générales, je vais être très historienne, je vais plutôt essayer de voir avec vous comment concrètement cette question de la relation de l'un et l'autre se pose dans un certain nombre de travaux, mais aussi dans un certain nombre de situations très concrètes.

Mémoire et histoire, est-ce que ce ne serait pas une relation mémoire contre histoire, ou mémoire de différentes visions de l'histoire ? Pour vous expliquer comment se compose la différence et comment on l'entend exactement, je vais partir d'un événement très récent: les attentats du vendredi 13 novembre 2015, et pas seulement de ceux qui ont été touchés directement.



Ici vous avez la photo que j'ai vue hier sur le site du *Monde* où il présentait son initiative qui vise, je cite, à publier, dans les prochaines semaines, le portrait d'un certain nombre de victimes des attentats du 13 novembre, et de construire, je cite toujours le *Monde*, un mémorial à l'usage des victimes.

J'ai trouvé cela très intéressant à observer, c'est-à-dire que l'on voit s'exprimer à la fois une mémoire individuelle, puisque les portraits sont des proches, la mémoire de ceux qui ont directement été touchés par l'événement, et, en même temps, l'intervention de cadres, ici, le journal le *Monde*, visant à articuler ces mémoires individuelles à la construction d'une mémoire collective. On peut effectivement penser que lorsque le temps aura passé, les semaines, les mois, les années, l'événement fera partie d'une mémoire constituée à la fois de mémoires individuelles, pas seulement de ceux qui ont été touchés directement par l'événement, les proches des victimes, mais je parle de tout ceux qui ont vécu cet événement à la télé, pour qui cet événement aura coïncidé avec leur vie personnelle, fera une espèce de bulle témoin, fera l'objet de souvenirs familiaux, que sais-je encore, sera l'occasion de partage d'émotions, de resurgissement d'émotions, et en même temps, mais il est difficile de spéculer, fera l'objet d'une mémoire collective. Essentiellement une mémoire nationale, même si, il n'est pas impossible que l'événement s'intègre aussi à une mémoire internationale.

Cela veut dire que vous avez ici, à l'œuvre, des processus de construction d'un rapport affectif, émotionnel, personnel et collectif, au passé. Cette construction que j'expose très platement de ce type de rapport émotionnel, affectif au passé, je ne vais pas m'y attarder ; si l'on prend le tournant du XIX^{ème} et XX^{ème} siècle, on peut très bien lire Proust comme une espèce de gigantesque recherche romanesque sur la mémoire et l'on sait bien aussi que, par exemple, un philosophe comme Bergson, s'est beaucoup intéressé à la constitution de cette mémoire, mémoire de temps vécu qu'il oppose au temps compté, au temps mathématique des horloges, et ne parle pas des historiens, mais c'est peut-être un peu qu'il y pense.

Sur le plan des sciences sociales, parce que je ne parlerai pas seulement d'histoire, ici, la mémoire a fait l'objet d'un certain nombre d'études sur lesquelles je reviendrai, et dont la genèse doit beaucoup aux travaux du sociologue Maurice Halbwachs qui a été un élève du fondateur de la sociologie, Émile Durkheim, qui a fait partie des grands sociologues, et qui a travaillé notamment sur les modes de vie ouvriers, et fait partie de toute cette équipe de sociologues très proche de Jaurès avant 1914, il est aussi le gendre du fondateur de la *Ligue des droits de l'homme*, avant de mourir en déportation en 1945.

Maurice Halbwachs publie en 1905 un ouvrage de sociologie : *Les cadres sociaux de la mémoire*. Je pense que si l'on veut travailler du point de vue des sciences sociales sur la mémoire, cela reste un ouvrage absolument fondamental. Maurice Halbwachs développe sa pensée sur plusieurs points ;

- le premier point sur lequel il insiste, et là, il contredit en particulier son maître Bergson (dont il a été aussi l'élève), c'est qu'à ses yeux la mémoire n'est pas simplement le fait des individus, il n'y a pas simplement une mémoire individuelle, il y a aussi une mémoire collective, des mémoires collectives, des mémoires de groupe, mémoires de famille, mémoires de religion, mémoires de classe, mémoires de nation.

C'est à dire que, en fait, la mémoire collective, cela peut-être défini par, je prends une très belle formule : « *Comme les souvenirs, les traditions, les émotions qui reviennent du passé qui sourdent, qui surgissent d'une communauté et la soudent* ».

Premier point: cette idée qu'il y a une mémoire individuelle et qu'il y a une mémoire collective, et là, effectivement, Maurice Halbwachs fait son travail de sociologue, puisque le travail des sciences sociales c'est justement de travailler, non pas sur l'homme, l'individu détaché de toute espèce d'appartenance, mais sur l'homme en société.

- Deuxième point sur lequel Maurice Halbwachs avance, c'est l'idée que la mémoire individuelle, la mémoire collective, n'est pas simplement un fait de psychologie individuelle ou collective, ce n'est pas simplement un produit de la *psychée*, des individus ou des peuples, mais c'est un fait social rattaché à des cadres sociaux.

La grande idée de Maurice Halbwachs, c'est que l'on ne se souvient jamais tout seul ; je cite ce que dit Halbwachs : « *Si nous examinons de quelle façon nous nous souvenons, nous reconnaitrions que le plus grand nombre de nos souvenirs nous reviennent lorsque nos parents, nos amis, ou d'autres hommes nous les rappellent. C'est dans la société que l'homme acquiert ses souvenirs, qu'il se les rappelle, qu'il les reconnaît et les localisent....* ». L'idée, donc, que pour vous souvenir, pour entreprendre le processus de remémoration, vous ne le faites pas dans la solitude de votre chambre, et dans vos neurones qui dialoguent, cela peut être discuté par d'autres types de sciences, en particulier les sciences cognitives, mais, c'est ce que dit Maurice Halbwachs, vous avez besoin pour vous souvenir de cadres, qui peuvent être les lieux, les mots, la formalisation sociale du temps : si vous regardez notre calendrier aujourd'hui, c'est un cadre social, et de la religion chrétienne, et de la république, les deux s'étant mélangés, mais les différents moments sont là pour servir de cadre à des remémorations (jours fériés), mais aussi dit Halbwachs les cadres sociaux, ce sont les structures sociales, les institutions qui tiennent la mémoire. Cela ne veut pas dire qu'aux yeux de Halbwachs tout ce processus soit fixe (il ne dit pas : *il y a une mémoire fixée définitivement, un cadre fixé définitivement*), pour lui, tout cela est mobile.

La mémoire évolue dans le temps, parce que les cadres évoluent dans le temps, il y a des mémoires qui se perpétuent parce que leurs cadres tiennent, en quelque sorte, il y a des mémoires qui s'effritent ou qui s'effacent parce que les cadres qui les tenaient s'effritent ou disparaissent. En tous les cas (je parlerai ensuite sur ce qu'en disent les historiens), il y a une vraie interrogation des sciences sociales sur la mémoire comme fait social.

La mémoire comme fait affectif et la mémoire comme fait social. L'histoire en principe, se pose de manière tout à fait différente : je ne reviendrai pas sur le monceau de travaux historiographiques sur l'histoire de l'histoire, mais en tous les cas, ce qui est assez clair, c'est que, à partir notamment de la deuxième moitié du XIX^{ème} siècle, l'histoire des historiens tient à s'élaborer comme une science, tenant justement à l'écart, et les affects, et les cadres, l'idée est que l'historien se tiendrait face à ses archives, comme le physicien serait dans son laboratoire.

Ce qui est exactement le même rapport : il travaillerait sur ses archives comme on travaillerait sur de la physique nucléaire ; donc le but de l'historien serait dans ce rapport débarrassé de tout affect et de tout cadre, de tenir un récit raisonné et objectif sur des faits établis sur la base de preuves scientifiques. Donc l'idée d'une histoire ayant la même cohérence, le même degré d'abstraction et le même degré d'objectivité que la physique ou les mathématiques.

Mais si je reviens un instant aux attentats du 13 novembre, cela veut dire que l'histoire, lorsque l'histoire s'en emparera, je ne sais pas quand (on n'est pas obligé de faire de l'histoire de temps très reculés), en tout cas cette histoire, lorsqu'elle se fera, et si elle reste dans sa belle rigidité scientifique telle que je viens de la décrire, traitera peut-être des émotions, des mémoires individuelles ou collectives, de ce mémorial du Monde, mais elle les traitera comme des faits. Non pas comme quelque chose qu'elle partage, mais comme quelque chose qu'elle a étudié et dont il conviendra qu'elle restitue et l'enchaînement, et les explications : pourquoi ? Pourquoi ce mémorial ? Qu'est-ce que cela signifie ? Quelles causes et quelles conséquences ?

Ce qui veut bien dire que si l'histoire et la mémoire ont des points communs, elles entretiennent aussi une vraie différence. L'histoire et la mémoire ont toutes les deux comme point commun d'entremêler l'individuel et le collectif ce n'est pas du tout une idée de dire que la mémoire c'est l'individuel et l'histoire c'est le collectif. Elles sont toutes les deux, non un rapport au passé comme on le dit, je le pense un peu trop simplement, mais une relation du présent, ce qui est un petit peu différent. En gros, ce qui est présent, garde sous une forme ou sous une autre du passé pour le transférer au futur : vous n'avez pas de rapport pur au passé, le passé en soi n'existe pas, c'est une relation à un passé, à un certain nombre d'éléments du passé, avec la volonté de les transmettre, de lutter contre l'oubli.

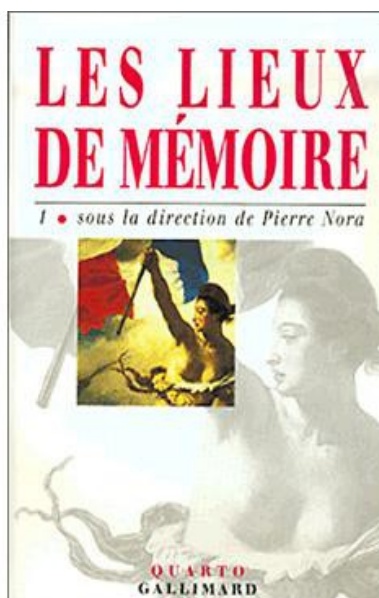
Donc, point commun : l'individuel et le collectif et cette relation du passé et du présent au passé et au futur ; il y a en même temps une différence fondamentale c'est au fur et à mesure que l'histoire s'est voulue une science, cette différence, en quelque sorte, s'est creusée. L'idée qu'il y aurait d'un côté un savoir des sciences historiques fondé sur l'interprétation des traces écrites, une histoire froide, analytique, scientifique, cet apport a critiquer, a aborder des textes, des preuves, et une mémoire qui serait du côté du matériel, du ressenti, de l'affectif, de la chaleur, les textes et les preuves contre les émotions.

Si je cite Pierre Nora, sur lequel je vais revenir largement, à qui l'on doit beaucoup, et à qui l'on a fait un certain nombre de critiques dans son interprétation des rapports entre histoire et mémoire, donc, Pierre Nora dit : *« L'histoire, parce que opération intellectuelle et laïcisante, appelle analyse et discours critique.... Au cœur de l'histoire, travaille un criticisme destructeur de la mémoire spontanée. La mémoire est toujours suspecte à l'histoire dont la mission vraie est de la détruire et de la refouler. L'histoire est délégitimation du passé vécu... »*. Donc ici vous avez véritablement une relation qui se pose de l'histoire contre la mémoire, l'histoire qui détruit et critique la mémoire telle que la ressentent les individus.

On pourra donc penser, dans ces conditions, que l'histoire et la mémoire n'entretiendraient que des rapports qui seraient faits soit d'ignorance mutuelle (les historiens travaillent dans leur coin, les sociétés se remémorent dans le leur), chacun fait son travail ; soit deux confrontations qui, dans un certain nombre de cas, peuvent être très violentes. Ici c'est l'historien du très contemporain qui vous parle, pas seulement moi, vous verrez : c'est-à-dire qu'il y a un cas où les historiens sont directement confrontés à la mémoire, c'est lorsque nous faisons, ce que nous appelons, des archives orales, c'est-à-dire lorsque nous recourons directement à la mémoire des témoins. Effectivement, mon dernier livre porte sur une catastrophe minière qui a eu lieu en 1974, et il y a de nombreuses personnes qui ont été témoins de la catastrophe. Le rapport que vous entretenez dans ces cas là avec les témoins, les interactions entre les entretiens que vous avez, dans ce cadre là, avec les témoins, peuvent bien se passer. Mais il y a toujours une espèce de différence, de dissonance, que vous avez avec vos propres archives, vos hypothèses, vos interprétations, et les témoins qui arrivent avec la mémoire d'un passé vécu, que ce passé soit très lointain ou très proche.

Donc ce sont là très directement deux rapports au passé qui s'entrechoquent. Il y a une histoire célèbre qui a eu lieu il y a une vingtaine d'années et qui a montré très bien cela : c'est l'affaire dite de « *La table ronde des époux Aubrac* ». Je ne vous les présente pas : tout le monde connaît Raymond et Lucie Aubrac ; la table ronde a eu lieu le 17 mai 1997, un exercice très bizarre qui, à mon avis, sur le plan de la connaissance historique n'a strictement rien apporté, mais sur le plan des rapports entre mémoire et histoire, était absolument fascinant. Je vous rappelle rapidement les faits : les époux Aubrac avaient été accusés à la fin de l'année 1996, dans un nouveau livre (ce sont des polémiques qui ont fleuri sans arrêt ces dernières années), d'avoir trahi la Résistance en 1943 et d'avoir contribué à l'arrestation de Jean Moulin. Les époux Aubrac blessés ont demandé à être interrogés par des historiens sur ce qu'ils avaient vraiment vécu. La table ronde a été organisée le 17 mai 1997 avec, d'un côté, les époux Aubrac, de l'autre côté huit historiens, les trois journalistes de Libération en espèce d'arbitre, et l'ensemble de la table-ronde avait vocation à être publié. Cela s'est traduit par un véritable dialogue de sourds, les historiens affichant leurs critiques ou leurs questions au nom de la Vérité Historique, avec des majuscules à vérité et à historique, face aux époux Aubrac défendant leur mémoire, leur vérité, ce passé qui était effectivement un élément de leur mémoire individuelle mais qui est en même temps un élément d'une mémoire collective, celle de la Résistance, cette mémoire qu'ils avaient eu l'occasion de structurer à travers leurs amis, leur famille, à travers d'innombrables manières dont a été portée la Résistance ; donc cela a été très mal vécu par les époux Aubrac.

Beaucoup d'historiens ont dit, qu'en résumé, ils avaient été eux même très fiers de ce genre de table ronde, mais là, vous avez une démonstration, certes extrême, de la manière dont l'histoire, en tant qu'affirmation de la science, peut s'opposer à la mémoire. Nous avons essayé en même temps, nous les historiens, de travailler sur des modes d'inter relations entre l'histoire et la mémoire : qu'est-ce que la mémoire a affaire avec l'histoire ? Qu'est ce que l'histoire peut dire ou analyser de la mémoire ? Dans ce domaine-là, il y a une entreprise, en matière d'historiographie française (sur le plan international ce sera un peu différent), qui a fait date sur une certaine manière d'envisager les rapports de la mémoire et de l'histoire, qui est la célèbrissime trilogie dirigée par Pierre Nora, *Les lieux de mémoire*.



Ce qui est intéressant, dans cette trilogie, sur laquelle je m'attarderai un peu, c'est qu'elle enclenche à la fois une nouvelle réflexion sur les rapports entre la mémoire et l'histoire et en même temps, elle est une démonstration d'une mémoire en actes. Le texte de Pierre Nora comme l'on dit, méchamment, mais pas à tort, un certain nombre de collègues américains, c'est aussi le très long lamento, la très longue plainte, Pierre Nora sait faire cela très bien, d'une France perdue.

Et en fait, on peut dire aussi, que toutes les introductions de Pierre Nora sont un acte de mémoire à 100 %. Je reviendrais sur ce point et sur ce fait que, pour les historiens eux-mêmes, l'histoire et la mémoire ne sont pas si séparés que l'on voudrait bien le dire. Quelques mots sur le contexte de l'entreprise, sur ses buts, et sur les grandes théories de Nora.

Le contexte, c'est celui des années quatre-vingt, le premier tome des mémoires paraît en 1984, le dernier en 1992, c'est une entreprise collective. Pierre Nora n'écrit pas tout seuls les dizaines d'articles ; il dirige et se sont d'autres qui écrivent. C'est un contexte qui n'est pas du tout inintéressant, après la dissolution de la société paysanne, les 30 glorieuses, les années quatre-vingt, c'est la dissolution de la société industrielle au sens classique, la fin des grands mythes attachés à la révolution française, la déshérence du parti communiste face à tout ce que l'on a pris l'habitude d'appeler la crise de manière très générale, mais qui est plutôt le passage d'un monde à un autre.

C'est dans ce contexte (sur lequel je reviendrai, parce que, évidemment, il est tout à fait déterminant pour comprendre les lieux de mémoire), que Pierre Nora entreprend de rassembler ce collectif qui vise à faire l'histoire de ce qu'il appelle les lieux de mémoire, notion qui est ensuite parfaitement entrée dans le domaine courant. Avant de donner une définition, si vous regardez la liste de ces lieux de mémoire, cela fait un peu inventaire à la Prévert : dans les articles des lieux de mémoire, vous avez les trois couleurs, la marseillaise, le Panthéon, la mairie, les monuments aux morts, le grand dictionnaire de Pierre Larousse, le tour de France, il y a aussi un article sur le vrai tour de France, sur la conversation, sur Vézelay, sur la recherche du temps perdu, sur l'opposition entre blancs et bleus, sur l'opposition entre Paris et province, sur le 14 juillet, sur les funérailles de Victor Hugo, sur l'exposition coloniale de 1931, sur l'exposition universelle de 1889, sur la Vendée, sur le mur des fédérés, etc...

Lorsque vous regardez le sommaire (il n'y a pas d'autres mots pour le définir), c'est une espèce d'inventaire à la Prévert. Quel est le but que Pierre Nora assigne à cette entreprise et qu'il définit, notamment, dans la très belle introduction qu'il fait au premier tome des lieux de mémoire ? Pierre Nora fait partie de ces gens qui sont entrés à l'Académie Française en sachant écrire ; on peut ne pas être d'accord avec Pierre Nora (il y a des tas de points qui peuvent être critiqués sur Nora), mais on ne peut pas dire qu'il ne sache pas écrire et son introduction du premier tome des lieux de mémoire est particulièrement belle. Que contient cette introduction ?

C'est d'abord le constat, non sans une certaine nostalgie plus ou moins avouée de la part de Nora, d'un monde perdu, essentiellement pour deux choses :

- D'une part Pierre Nora constate et déplore la disparition de ce qu'il appelle des milieux de mémoires, des groupes, des familles, des nations, des églises, des ensembles politiques, des idéologies, qui assuraient le passage du passé au présent, dont il dit que c'était en fait des cadres sociaux à fort capital mémoriel et à faible capital historique. Je cite Nora : *« C'est le monde entier qui est entré dans la danse par le phénomène bien connu de la mondialisation, de la démocratisation, de la massification et de la médiatisation. Toutes les ethnies, groupes, familles, à fort capital mémoriel et à faible capital historique se sont effritées, c'est la fin des sociétés de mémoire, comme toutes celles qui assuraient la conservation et la transmission des valeurs : église ou école, famille ou état. C'est aussi la fin des idéologies mémoires comme toutes celles qui assuraient le passage régulier du passé à l'avenir, ou indiquaient du passé ce qu'il fallait retenir pour préparer l'avenir. »* Donc l'idée que les milieux, les cadres sociaux puissent structurer à la fois une mémoire individuelle et une mémoire collective sont en train, en gros, de se casser la figure.
- D'autre part deuxième constat : ce qui disparaît aussi, et là, Nora permet de corriger un peu ce que je vous disais au départ, c'est la présence d'une mémoire intégrée qui, en fait, irriguait, à ce moment-là, dans ce monde perdu que décrit Pierre Nora, l'histoire.

Donc Pierre Nora a raison de noter que, finalement, à ses yeux, jusqu'à une période très récente, il n'y aurait pas eu de séparation entre mémoire et histoire, mais une histoire qui derrière ses belles prétentions scientifiques, aurait été en fait, elle-même, complètement irriguée de mémoire, notamment s'agissant de l'histoire nationale.

C'est l'idée qui a été quand même bien développée depuis que l'histoire, en apparence scientifique, des Ernest Lavisse ou Charles Seignobos (les grands fondateurs de l'histoire dite « positiviste » de la fin du XIX^{ème} siècle), est toute entière irriguée par une mémoire nationale et par la volonté de transmettre cette mémoire nationale.

Ici l'histoire ne se poserait pas contre la mémoire, elle serait un cadre de cette mémoire nationale. Ce sont les fameuses images : Vercingétorix, nos ancêtres les gaulois, Louis XIV, la révolution française ; lisez *Le tour de France par deux enfants* (qui reparaît régulièrement). Vous avez de très belles illustrations, le fait que, par derrière cette apparence scientifique, vous avez, tout à fait, une histoire tournée vers l'entretien et la transmission de mémoire ; à la limite, derrière la différence affichée, il n'y aurait pas de grandes différences.

Par rapport à ces deux éléments, les lieux de mémoire et l'interpénétration de la mémoire et l'histoire, l'idée est que l'on serait dans un moment (Nora utilise des tas de synonymes), de distance, de déchirement, d'effacement, d'arrachement, par rapport à quoi ?

D'abord effacement de la mémoire comme espèce de rapport naturel, collectif et spontané de rapport au passé. Au moins, dit Nora, effacement sous cette forme de la mémoire collective, il ne resterait plus qu'un éparpillement de mémoire individuelle et subjective. Finalement les mémoires se recréeraient à l'échelle de l'individu, une forme de mémoire collective dont le rapport naturel et spontané au passé serait en train de se disloquer. Face à cela, dit Nora, ce serait le triomphe de l'histoire finalement les années quatre-vingt ce serait la victoire de l'histoire contre la mémoire, le triomphe de l'histoire comme visée critique et distancée sur ce passé.

Pierre Nora dit très justement que désormais, nous ne revivons plus le passé, nous l'analysons, ce qui est très vrai pour les travaux des historiens des années quatre-vingt, c'est pour le coup absolument exact. Donc une histoire qui serait à la fois mise à distance de ce passé et qui serait en même temps une espèce de béquille artificielle à ce passé, puisque les sociétés ne serait plus capable de se souvenir toutes seules ; elle n'aurait désormais plus pour seul recours que cette histoire et ce que fabrique artificiellement l'histoire, la recherche, les archives, les commémorations ; Pierre Nora dit, en gros, que désormais nous n'aurions plus qu'un rapport artificiel au passé et un rapport médiatisé par l'histoire, nous ne serions plus capable d'entretenir une mémoire naturellement, il nous faudrait le secours de l'histoire pour cela. Il fait une observation, j'y reviendrai un peu plus tard, très fine, et à mon sens très vraie, sur le fait que les sociétés *commémorantes*, que nous sommes, ne sont pas des sociétés mémoire. C'est l'idée que, lorsque nous commémorons, nous tentons de faire revivre artificiellement un passé avec lequel nous avons déjà rompu, un passé qui n'est plus pour nous l'objet d'une mémoire vive et spontanée, mais qui doit être réitéré, rappelé, à coups d'institutions et de commémorations. C'est une idée très intéressante à creuser, qui pousse à s'interroger sur le sens de la frénésie commémorative que nous connaissons depuis 30 ans.

Première chose, l'idée que la mémoire s'efface et que c'est le triomphe de l'histoire, pour Nora, le triomphe de la culture sur la nature, le triomphe de l'artifice par rapport à l'authenticité. Que sont les lieux de mémoire dans ces conditions ? C'est ce qui reste quand les sociétés mémoire se rétractent des lieux entretenus par l'artifice et par la volonté ; je vous cite encore Nora : « *Fêtes, anniversaires, traités, monuments, sanctuaires, associations, ce sont les buttes témoins d'un autre âge, des illusions d'éternité. D'où l'aspect nostalgique de ces entreprises de piété, pathétiques et glaciales ; ce sont les rituels d'une société sans rituel des sacralités passagères dans des sociétés qui se désacralisent. Plus tout à fait la vie, pas tout à fait la mort,*

comme ces coquilles sur le rivage lorsque se retire la mer de la mémoire vivante ». Nora aime bien les grandes formules, c'est une constante. Il prend comme exemple la Marseillaise ou les monuments aux morts et quand il en parle, il commence à nuancer lui même son interprétation ; il dit que : « *l'on peut voir la Marseillaise ou les monuments aux morts qui étaient auparavant, à la fin du XIX^{ème}, des lieux de ressourcement vrais, mais des lieux dont la force s'épuise, des lieux qui veulent encore dire quelque chose, mais qui ne sont plus une appartenance vécue et c'est pour cela dit il, qu'il est désormais possible d'en faire l'histoire* ».

Pierre Nora justifie ainsi son entreprise des lieux de mémoire : il n'est possible de faire l'histoire de la Marseillaise, ou de faire l'histoire des monuments aux morts que lorsque vous avez déjà rompu, en partie, avec eux ou avec elle. Si vous êtes encore dans un rapport immédiat à la Marseillaise, aux monuments aux morts, aux trois couleurs, et autres, il est impossible d'en faire l'histoire, parce que vous y êtes entièrement plongé (je reviendrai sur ces éléments à propos des mémoires ouvrières et la question du patrimoine industriel).

Lorsque la mémoire, entretenue par un certain nombre de cadres sociaux, est vivante, elle est pour vous une évidence qui n'a pas besoin d'être analysée ; c'est à partir du moment où le lieu dit encore quelque chose, mais pas tout à fait quelque chose, que l'on pourrait en faire l'histoire. Pierre Nora est assez ambigu, je le répète, sur le fait que les lieux de mémoire sont des lieux qui sont en train de mourir, est-ce que l'on peut les faire revivre, il y aurait sans doute une interrogation.

Pour la Marseillaise, par exemple : est-ce que c'est encore une mémoire vivante, est-ce que c'est un lieu de mémoire tout à fait mort, revivifié de temps à autre, un mélange de match de foot et de réminiscence de mémoire républicaine, cela pose toute une série de questions. Si les paroles de la Marseillaise sont aussi connues, c'est aussi, je pense, grâce aux matchs de foot, surtout lorsque l'équipe de France gagne ! (en ce moment, on l'entend aussi souvent, mais le contexte est particulier).

Pierre Nora ne règle pas la question de savoir si ces lieux de mémoire sont totalement des objets d'histoire, des objets à moitié vivants, à moitié morts, cela pose toute une série de questions. En général lorsque vous analysez le texte (ce sont des collègues américains qui ont analysé cela, beaucoup plus finement que nous, et en on enlevé toute l'ambiguïté des textes de Nora), je disais : est-ce que les lieux de mémoire sont morts ou vivants, Pierre Nora lui-même n'est pas très clair sur ce qu'il pense de ce passage, si j'ose dire, de la mémoire à l'histoire. Est-ce que c'était mieux avant, lorsque la mémoire, l'histoire et la nation étaient mêlées, et dans un certain nombre de passages de Nora, on a l'impression, que c'était mieux avant, ou est-ce que d'un autre côté, on est entré dans une période, finalement de regard salutaire, *désacralisateur*, ou *laïcisateur*, de l'histoire. On ne sait pas très bien si le processus que Nora décrit, il est pour, il est contre ; on voit bien que le rapport même de l'historien à la mémoire pose un certain nombre de questions.

Je répète que c'est un très beau texte qui pose un certain nombre de questions, parce que honnêtement, les lieux de mémoire de Pierre Nora sont quand même d'approche très national-politique, paysanne et républicaine, où l'économie est quasiment absente, où les migrants font l'objet d'un article, le monde ouvrier d'un article, ne parlons pas des femmes (on a l'impression que la mémoire collective de la France et du genre masculin !), ce qui pose quand même une ou deux questions, mais c'est quand même une manière de voir la mémoire collective nationale, ce n'est pas exclusif, d'autres types de mémoire ont existé aussi dans le cadre du territoire français.

On aurait aussi tendance à dire que derrière les oppositions que fait Nora, mémoire versus histoire, est-ce que ce sont des phénomènes entièrement nouveaux, propre aux années quatre-vingt, est-ce qu'il n'y a pas là des problématiques qui se posent à toute notre modernité, celle qui vit sous l'ombre de deux révolutions du XIX^{ème} siècle, la révolution démocratique et la révolution industrielle ? Donc, finalement, on pourrait dire que Pierre Nora a le sentiment de rupture entre le passé et le présent, (il est probable que les hommes du XIX^{ème} siècle l'éprouvaient aussi loin), en particulier l'arrachement, ce qui ne veut pas dire la coupure totale avec le présent, l'arrachement du présent est très présent justement dans les premiers mondes ouvriers, qui vivent aussi et qui se vivent sous l'angle d'un monde en rupture avec les traditions rurales. De la même manière, oppositions entre mémoire naturelle et histoire artificielle, pour un certain nombre de questions ; je pense que Pierre Nora pose une question intéressante, que l'on pourrait qualifier de « *crise par rapport au temps* ». Ce que pressent Nora, c'est une double crise du rapport au passé.

Et est-ce que c'est un rapport à la mémoire ou est-ce que c'est une rupture des liens avec un certain nombre de mondes sociaux, les mondes ruraux, puis les mondes industriels, et d'une rupture du rapport à l'avenir ? L'idée, en gros, très répandue, de la fin de la croyance dans un progrès continu, et de la fin de la croyance dans un avenir qui achèverait et sublimerait, en quelque sorte, le passé.

Finalement, de notre société actuelle, il ne resterait que le présent, ce que l'historien François Hartog a très joliment qualifié de « *présentisme* ». « *Le présentisme*, suivant François Hartog, *c'est l'idée que le présent est devenu l'horizon sans futur et sans passé. Il génère, au jour le jour, le passé et le futur dont il a, jour après jour, besoin et valorise l'immédiat* ». Ce que veut dire Hartog, ce n'est pas que nous n'avons plus de rapport au passé, ce qui serait totalement absurde, aucune société ne peut vivre sans rapport au passé, parce que les cadres sociaux, y compris les plus micro (la famille, ...), tiennent forcément un rapport au passé et il est assez difficile de faire autrement. Pour lui, nous avons un rapport au passé, mais nous avons changé avec lui, le but n'est plus de se nourrir du passé pour préparer l'avenir, mais, en quelque sorte, d'utiliser et de recréer le passé et de fabriquer : c'est ce que Nora disait, de réinventer notre propre mémoire pour nous rassurer, pour satisfaire notre quête présente de racines et d'identité.

Si je mêle Halbwachs et Hartog, c'est l'idée que les cadres sociaux de la mémoire seraient bien décryptés, et que finalement, nous sommes amenés à recréer au jour le jour (en nous appuyant sur l'histoire, en nous appuyant sur des bribes de mémoire individuelle), la mémoire collective dont nous avons besoin : un cas assez démonstratif de cela, la première guerre mondiale, l'est aujourd'hui. Il faudrait faire les cadres sociaux qui ont assuré la transmission de la mémoire de la première guerre mondiale qui sont très largement réfutés. Il est très difficile de maintenir vivante la mémoire de ce qui était, il faut se le rappeler, une société nationale et aussi une société profondément paysanne. Faire que l'expérience des soldats de la première guerre mondiale, quelle que soit l'appréciation que l'on porte sur elle, résonne avec une mémoire vivante, a quelque chose d'un peu absurde parce que les cadres sociaux et familiaux, et individuels et collectifs, ont eu de plus en plus de mal à tenir et à transmettre cette mémoire.

Donc la question s'est beaucoup posée l'an dernier, en 2014 : est-ce que nous nous remémorons vraiment la première guerre mondiale comme tradition vivante, ou est-ce que nous la réinventons en fonction des besoins du présent ? Cela n'est pas du tout la même chose. Est-ce que c'est, pour nous, quelque chose qui se transmet naturellement, qui structure des identités et des modes d'action, ou est-ce que, finalement, nous la réinventons à l'aide des cadres du présent, dont je répète : des bribes de mémoire familiale, et aussi, finalement, de fiction et d'histoire ? Dans ce cas-là, vous serez dans le cadre de l'interprétation, c'est-à-dire que l'on serait dans une situation où cela n'est plus la mémoire qui irrigue l'histoire, c'est l'histoire qui irrigue la mémoire et qui lui permet, en quelque sorte, de faire tenir ensemble les quelques bribes dont elle dispose.

Pourtant vous me direz, ce n'est pas que l'on ne parle pas de mémoire ces derniers temps : commémoration, devoir de mémoire, revendication mémorielle, on a beaucoup parlé de mémoire dans l'espace public ces dernières années, mais là encore, l'interprétation peut prêter à discussion. Est-ce qu'il s'agit de signes de continuité d'une mémoire vivante qui se prolongerait naturellement, ou est-ce qu'il ne s'agit pas, lorsqu'un certain nombre de groupes cadres ont disparu, d'une réinvention d'une tradition et d'une mémoire pour servir des mobilisations et des demandes d'identification au présent ? Est-ce que nous ne serions pas en train d'essayer de réinventer une mémoire pour servir des besoins très présents, donc un usage très *présentiste* de la mémoire. En même temps vous ne pouvez pas ne pas ignorer que cette mémoire des groupes (qui est de moins en moins nationale et de plus en plus des mémoires particulières), existe dans le débat public et pose un certain nombre de questions, à la fois à l'espace public dans son ensemble, et aux historiens en particulier.

C'est tout particulièrement vrai d'une question qui a agité un peu les esprits et aussi les citoyens, l'état, les groupes, et les historiens : ce sont les lois dites mémorielles. Ce sont des lois qui ont pour vocation (on n'en a pas beaucoup, jusqu'à présent on n'en a que trois), à être des sortes de cadre social de la mémoire+++ , où là finalement l'état, décline d'autorité un nouveau cadre de la mémoire qui est celui de la loi. On pensait, en principe que la mémoire et la loi n'allaient pas ensemble, mais là, un certain nombre de groupes mémoriels portent revendication devant l'état pour que l'état fonctionne comme un cadre social de la mémoire, que l'état tienne la mémoire.

Il y a trois lois qui sont considérées comme des lois mémorielles :

- Loi du 13 juillet 1990, dite loi Gayssot, qui pénalise le négationnisme, dont il fait de la négation de la Shoah un délit pénal, avec évidemment, derrière cela, l'affirmation du devoir de mémoire envers la Shoah,
- Loi du 29 juillet 2001, qui fait entrer dans la catégorie génocide, reconnaît comme fait mémoriel national les massacres d'arméniens commis par la Turquie en 1915,
- Loi du 21 mai 2001, dite loi Taubira, qui fait entrer la traite et l'esclavage perpétrée à partir du XV^{ème} siècle par les nations occidentales, dans la catégorie crimes contre l'humanité.

Dans les trois cas, ce sont des lois assez étranges, aucune portée concrète, sauf la première. Il est bien évident que l'on ne va pas faire condamner pour génocide ou pour crimes contre l'humanité des gens qui sont morts depuis longtemps ; en revanche la loi Gayssot de 1990 a un pouvoir pénal assez évident. Ce sont des lois qui visent avant tout à opérer comme cadre social de la mémoire, pour tenir la mémoire collective, voire permettre que s'inscrivent dans vie collective un certain nombre de fait dont on estime qu'ils sont indispensables pour que se structure cette mémoire collective.

Ces lois ont fait l'objet de très vives discussions parmi les historiens et, par exemple, cela a fait l'objet de discussions de la pétition dite *Association liberté pour l'histoire*, 12 décembre 2005, par toute une série d'historiens, dont Pierre Nora, en général la génération des historiens les plus reconnus et les plus installés. Donc ils publient un appel qui affirme les principes suivants :

- *« L'histoire n'est pas une religion. L'historien n'accepte aucun dogme, ne respecte aucun interdit, ne connaît pas de tabous. Il peut être dérangentant.*
- *L'histoire n'est pas la morale. L'historien n'a pas pour rôle d'exalter ou de condamner, il explique.*
- *L'histoire n'est pas l'esclave de l'actualité. L'historien ne plaque pas sur le passé des schémas idéologiques contemporains et n'introduit pas dans les événements d'autrefois la sensibilité d'aujourd'hui.*

- *L'histoire n'est pas la mémoire. L'historien, dans une démarche scientifique, recueille les souvenirs des hommes, les compare entre eux, les confronte aux documents, aux objets, aux traces, et établit les faits. L'histoire tient compte de la mémoire, elle ne s'y réduit pas.*
- *L'histoire n'est pas un objet juridique. Dans un État libre, il n'appartient ni au Parlement ni à l'autorité judiciaire de définir la vérité historique. La politique de l'État, même animée des meilleures intentions, n'est pas la politique de l'histoire. »*

Sur le fond, on ne peut qu'être d'accord, et effectivement, à chacun son boulot. Mais ce qui me gêne un peu dans cette pétition, c'est qu'elle est pleine de contradictions : je veux bien dire que l'histoire n'est pas l'esclave de l'actualité, et que l'histoire n'est pas à la remorque de la mémoire, je pense qu'on en a fini avec cette idée que l'historien est une espèce de robot fabricant des livres à partir d'archives et qu'un ordinateur ferait le même travail. Les historiens, aujourd'hui, comme au XIX^{ème} siècle, sont sensibles au présent, sont citoyens en même temps qu'historiens, sont sensibles au présent en même temps qu'ils analysent le passé, et ils sont porteurs de leur propre mémoire individuelle, des mémoires collectives des groupes auxquels ils se rattachent. On ne peut pas faire comme si les historiens seuls étaient dépourvus de mémoire individuelle et de mémoire collective et que cela ne comptait jamais dans leur travail. Pierre Nora n'est pas tout à fait exempt de ce travers, et un certain nombre de collègues d'outre-manche se sont beaucoup demandé si les lieux de mémoire étaient l'histoire affirmée face aux mémoires particulières, ou si l'attitude de Pierre Nora n'était pas plutôt l'affirmation d'une histoire mémoire nationale et républicaine, face à d'autres histoires mémoires, et s'il ne faisait pas finalement de l'histoire mémoire comme ce qu'il reproche à ses contemporains. Placer les historiens dans une condition de surplomb, qui me paraît difficile à pouvoir affirmer totalement dans les faits, sans pouvoir accuser immédiatement contradiction et hypocrisie ; mais quant à dire qu'il ne revient pas à l'état de fixer les rapports au passé, il le fait, et s'il ne le fait pas par les lois mémorielles, il le fait par la célébration d'un calendrier, qu'ont fait d'autres les révolutionnaires ?

Dès que vous fixez un calendrier, vous construisez un cadre social pour la construction du passé : il le fait par la commémoration et par la détermination d'un programme d'histoire ; donc dire que l'état n'a pas à dire la vérité historique, oui, sans doute, mais l'état opère comme il opère depuis la constitution des états nations. Je ne sais pas si cela est bien ou pas, mais c'est un fait : comme les cadres sociaux de la mémoire, l'état est aussi, lui-même, un cadre social de la mémoire nationale. Je pense qu'effectivement, l'état n'a pas à dicter le travail des historiens, mais que l'état ait à voir avec la mémoire collective, dans tous les cas, c'est un fait. Ce n'est pas justifier ces lois mémorielles (qui ne sont, à vrai dire pas tellement ni positives ni négatives, à l'exception de la première qui a vraiment une qualité pénale), qui ne sont pas forcément utiles et l'on pourrait passer par d'autres biais que la loi.

Mais aujourd'hui, cette manière de classer l'histoire en espèce de surplomb de la mémoire, l'histoire comme juge de la mémoire, revient à cette idée que l'historien détiendrait une vérité scientifique incontestable face à la mémoire particulière qui se tiendrait uniquement du côté de l'affectif, de l'émotion, me paraît pour tout dire, une position difficile à tenir, et qui ne semble pas la plus porteuse. Que faire alors ?

La première chose que j'observerais c'est que, depuis une vingtaine d'années, il s'est beaucoup développé de travaux mêlant sociologie et histoire, en particulier sur les lieux de mémoire, mais plus concrètement sur les cadres sociaux de la mémoire et les formes très concrètes que prend la prospection de la mémoire. Il y a plusieurs travaux, je ne pourrais pas tous les citer, je pense en particulier aux travaux de l'historienne Marie-Claire Lavabre qui, dans son très beau livre, *Fil rouge*, a travaillé sur les modes de transmission de la mémoire communiste (et Dieu sait si le parti communiste a pu fonctionner comme un groupe mémoire), donc, le parti

opérant comme des cadres sociaux de la mémoire en eux-mêmes, avec toutes les questions que cela pose lorsque les cadres sociaux de la mémoire communiste imploient, disparaissent, et ce que l'on fait de ces tout petits bouts de mémoire communiste qui persistent quand les cadres qui les tenaient ont disparu. C'est une question (qui intéresse beaucoup la mémoire ouvrière et j'y reviendrai), qui pose un certain nombre de questions très actuelles ; mais vous pouvez travailler très concrètement sur la mémoire communiste, ses modes de transmission, et son effacement.

Je pense aussi beaucoup aux travaux de la sociologue et historienne Sarah Gensburger qui a beaucoup travaillé sur la mémoire de la Shoah, pas en général, mais par exemple sur le fonctionnement de la mémoire familiale : qu'est-ce qui fait que la mémoire de la Shoah se transmet au sein des générations, comment cela fonctionne-t-il ? Elle a aussi beaucoup travaillé sur la transformation des figures de référence de cette mémoire, retrouvant cette intuition d'Halbwachs que la mémoire n'est pas quelque chose de fixe, qu'elle évolue, qu' aussi que ses référents et que ses symboles s'accrochent, ce n'est pas la même chose au fil du temps.

La mémoire de la seconde guerre mondiale (de manière très générale dans les années qui suivent la seconde guerre mondiale), c'est avant tout la résistance : vous avez par exemple le très beau discours d'André Malraux lors de l'entrée au Panthéon de Jean Moulin : « *Entre ici Jean Moulin, avec le peuple né de l'ombre et disparu avec elle ...* », vous pouvez voir ce discours comme un très beau discours de mémoire, et Malraux dit dans ce discours, que c'est une manière d'entretenir une mémoire individuelle, vivante, charnelle, de ce qui est alors la Résistance, nous sommes dans les années soixante.

Sarah Gensburger c'est d'abord attachée à la figure de la résistance avant de se déplacer vers d'autres figures, par exemple la figure du juste, ce qui relève aussi de la transformation de la perception à la fois des camps de concentration et des camps d'extermination, elle s'est aussi beaucoup intéressée à la construction ou à la difficulté de construction des lieux où pouvait s'accrocher la mémoire, en particulier le camp des Milles et de Drancy. Donc, vous voyez, vous avez des historiens qui ont des rapports beaucoup plus intégrés à la mémoire en ce sens que, pour eux, c'est un objet d'études en cherchant à le comprendre. Sur ce mélange mémoire histoire (parce que j'ai vu que la saga *Un village français* reprenait avec sa très intéressante suite *Ils y étaient*), il faut prendre toute l'histoire d'un village français comme une histoire d'entrelacement entre mémoire, histoire et fiction. C'est-à-dire que dans *Un village français*, vous avez à la fois les traits de la transformation des connaissances historiques, vous avez des effets de mémoire, notamment une mémoire qui est encore présente, mais dont finalement le côté très limpide s'est considérablement obscurci, plus la fiction, je trouve que cela fait un mélange très intéressant. Donc première voie pour les historiens, ce serait finalement de faire de la mémoire un objet de compréhension et un objet d'histoire.

Quant à l'action publique des historiens, c'est évidemment une autre question : je pense que face à cette manière de surplomber et de dire à tous ceux qui revendiquent la reconnaissance d'une mémoire particulière, « *écoutez, vous n'êtes que des émotifs, et l'on va vous apprendre ce qu'est l'histoire* », je pense que l'historien a trouvé des voies étroites entre la négation pure et simple de ces mémoires parce qu'elles seraient effectives. L'histoire a à tenir compte de la mémoire, parce que l'on ne peut pas faire comme si l'histoire et les historiens étaient le seul rapport au passé possible et envisageable. Quelles sont les lois dans ces perspectives et que faire de ces mémoires dont on craint aujourd'hui qu'elles ne renferment des identités particulières, beaucoup de choses sur les mémoires coloniales, les mémoires des migrants, ces dernières années, dont on craint finalement qu'elles ne soient l'occasion de revendications identitaires, communautaires, ces gros mots dans le vocabulaire français.

Je vais revenir sur Jaurès, vous me pardonnerez, sur un sujet qui peut paraître assez lointain : en 1902, Jaurès écrit un très bel article sur les langues régionales. Quel rapport me direz-vous ? Il est très clair que les langues et les mots fonctionnent également comme des cadres sociaux de la mémoire. Pour ne prendre qu'un exemple dans le vocabulaire français, il suffit de voir ce que le mot « République », (écrit systématiquement avec une majuscule), charrie avec lui d'émotion, de souvenirs, de choses à mobiliser, qu'on voit que le langage est le premier cadre social de la mémoire. Tant que les mots sont utilisés et circulent, la mémoire peut se transmettre ; à partir du moment où certains mots tombent en désuétude, ce qui permet que l'on a la mémoire, disparaît.

Donc la langue et la mémoire sont deux éléments essentiellement liés ; et finalement la réflexion de Jaurès n'est pas simplement une réflexion sur les langues régionales, c'est une réflexion aussi sur un certain nombre de mémoires régionales et paysannes (mémoires occitane, mémoire bretonne, mémoire basque,...). Que dit Jaurès ? Il dit que la solution ne peut pas être l'éradication de ces mémoires, dire : « *on s'en moque, cela n'existe pas, de toutes façons cela va disparaître, oubliez votre passé communautaire et plongez dans la modernité républicaine!* », à l'époque de Jaurès.

La solution ne peut pas être non plus de renvoyer les bretons, les basques, à leurs mémoires particulières, finalement à une transmission à un seul groupe qui serait celui des paysans bretons ou des paysans basques ou autre. Cela fait deux tentations : d'une part celle de l'éradication et de la négation, et d'autre part celle de l'enfermement ; Jaurès observe une chose et en propose une autre. Ce qu'il observe, c'est que les langues, comme les mémoires, changent : il n'y a pas une mémoire nationale, une mémoire bretonne, qu'elles changent aussi en se mêlant d'histoire. L'idée qu'il y aurait d'un côté, dans le passé des groupes, la mémoire et de l'autre côté l'histoire, est évidemment absurde.

La mémoire des groupes, la mémoire des familles, passe aussi par la confrontation avec l'histoire. Lorsque vous apprenez l'histoire à l'école, c'est aussi une confrontation entre mémoire familiale, mémoire individuelle, la mémoire nationale que porte l'histoire, le récit historique à fonction *désacralisatrice*, tout cela se mélange un peu. Et en tous les cas, tout cela change, donc il n'y a pas l'idée que d'un côté il y aurait l'histoire progressiste et moderne, et de l'autre côté des mémoires communautaires et archaïques : il y a des mémoires qui sont interpénétrées d'histoire. Le conseil de Jaurès dans ces cas-là, c'est de reconnaître que ces langues régionales existent, mais finalement en les ouvrant, en les articulant à d'autres cadres. Ce que dit Jaurès à propos des langues, l'idée c'est que l'occitan forme un cadre, mais le français en forme un autre, et les langues latines (on ne le dira jamais assez, Jaurès a une vraie pensée internationale, pas juste une pensée nationale républicaine), avec lesquels l'occitan entretient énormément de parenté, l'espagnol, le portugais, forment un autre cadre.

L'idée n'est pas de dire votre cadre particulier existe, mais c'est de pouvoir ouvrir les enfants à des cadres, ici linguistiques, dans lesquels puissent se structurer la mémoire individuelle, à des cadres qui soient à la fois des cadres de plusieurs groupes en quelque sorte, en l'occurrence ici un groupe local, un groupe national et un groupe mondial, celui des civilisations latines. Aider en quelque sorte à ce que ces mémoires puissent s'inscrire dans plusieurs cadres afin qu'elles ne se replient pas sur elles-mêmes, les reconnaître et en même temps les ouvrir, prendre acte du déchirement et de l'arrachement des deux siècles qui se sont écoulés, mais est ce que le rapport des mémoires à la société antique et médiévale est si simple que cela, je n'en suis pas certaine. Mais nous devons prendre acte du fait que nous vivons un rapport au passé qui est entremêlé de mémoire et d'histoire et que l'essentiel n'est peut-être pas d'opposer les deux, ou que l'un et l'autre, que les mémoires particulières nient ce qu'apporte l'histoire ou que l'histoire nie les mémoires, mais que finalement l'histoire aide au moins les mémoires à fonctionner avec des cadres pluriels et non avec un cadre unique.

Je vous remercie.

Question de la salle : je dirais en rappel que Marion nous a dit que l'on réinvente l'histoire. Qui réinvente l'histoire ? Et pourquoi et pour qui ? Et il y a une chose qui me gêne un peu dans le mémorial que lance le Monde, parce que c'est un mémorial qui doit rapporter des choses concernant les victimes. Les victimes ne sont pas là pour corriger ce qui sera dit et peut-être y aura-t-il des choses inexactes et je me méfie toujours de ces choses-là.

Marion Fontaine : deux réponses, mais cela va tout à fait dans le sens de ce que l'on disait, je n'ai pas dit que le mémorial du Monde disait qu'il faisait acte d'histoire, les journalistes sont très clairs, c'est un acte de mémoire. Un acte de mémoire avec l'ensemble des déformations, j'ai envie de dire, qui vont avec ; c'est la fameuse chanson de Brassens: « *les morts sont de braves types* ». On sait très bien que les effets de mémoire, dans ce contexte très particulier, ne vont pas dire : « *ce type n'était pas sympathique* », on ne parle pas des morts comme ça. C'est vraiment une différence entre mémoire et histoire. Là le Monde veut faire acte de mémoire ; en revanche que ce soit mal vécu par un certain nombre de proches, c'est possible, je voudrais dire que la fabrication de la mémoire collective n'est pas toujours très attentive à la question de la transmission des mémoires individuelles. L'histoire évolue aussi parce que la mémoire évolue et parce que l'histoire suit les effets de la mémoire. L'histoire évolue aussi parce que les historiens évoluent : on ne fait plus l'histoire de la République aujourd'hui comme on la faisait au temps de Charles Sériobos. Ce n'est pas quelqu'un qui nous a dit de le faire, c'est juste parce que, à la fin, la mémoire de la République et nos outils historiques ont profondément changé, parce que l'on n'a effectivement plus ce rapport immédiat et charnel à la République que nous faisons différemment l'histoire. Je pense que dans l'évolution de la manière dont on fait l'histoire il y a beaucoup de vrais effets de mémoire, des effets aussi de la transformation de la science historique, qui font que cela change. Après, on peut toujours dire que c'est un récit plus ou moins véridique, c'est la grande question : est-ce que l'on fait mieux la grande histoire de la République maintenant qu'au temps de Charles Sériobos, j'ai tendance à penser que l'on a pris un peu de distance, que l'on voit plus de choses que ce qu'il voyait, parce que l'on a aussi d'autres possibilités. Est-ce une histoire plus véridique, cela est autre chose, et là vous avez encore le poids des effets de mémoire.

Question de la salle : d'abord, merci beaucoup pour votre éclairage, et j'aurais aimé savoir, où vous situez les œuvres d'historiens qui écrivent sur leur propre mémoire tout en conservant, en même temps, les outils d'histoire et qui ne refusent pas l'émotionnel non plus, je pense à Stora, à Stéphane Audouin Rouzeau, qui a écrit sur les mémoires trans-générationnelles, à Jablonca qui a écrit « *Une enquête* », sur ses grands-parents qui ont été victimes de la Shoah. Je me demandais, par rapport à leur propre mémoire et par rapport à l'histoire, peut être aussi par rapport à la période de crise que l'on vit, je pensais à Nora qui est dans la contradiction entre la nostalgie, qu'après tout il a le droit d'éprouver, et la désacralisation, ce qui me fait terriblement penser aux écrivains du XIX^{ème}, aussi bien Flaubert que Proust, qui sont exactement dans cette problématique.

Marion Fontaine : il est vrai, à la suite notamment d'ailleurs d'une autre initiative de Pierre Nora, *Essais d'ego-histoire*, qui paraît dans les années quatre-vingt, si ma mémoire est bonne, que depuis une trentaine d'années les historiens ont pris aussi l'habitude de ne pas se considérer uniquement comme une espèce de robot service de l'histoire, mais aussi à écrire leur mémoire. Il est vrai aussi que ce phénomène c'est beaucoup développé depuis quatre ou cinq ans, où l'on a vu apparaître une quantité de mémoires d'historiens qui se développe. La première question qui se pose est que tous ces récits n'ont pas exactement le même statut, c'est-à-dire qu'il y a des récits qui sont des vrais mémoires, qui n'ont pas une prétention historique, qui peuvent être les mémoires d'un individu qui a traversé le siècle, il y a toute une série de choses qui sont comme cela. Il y a d'autres types de récits où, finalement (c'est le cas du très beau livre de Mona Ozouf, *Composition française*), l'historien prend comme objet sa propre mémoire individuelle et familiale (ça n'est jamais une mémoire individuelle), pour en faire un objet d'histoire. Vous prenez la mémoire comme objet d'histoire, mais vous ne prenez pas la mémoire d'un autre groupe pour écrire l'histoire, vous prenez votre propre mémoire, avec les risques de l'exercice.

C'est-à-dire que vous êtes toujours entre la remémoration rituelle ou le fait de choses extrêmement construites extrêmement pensées, et où vous avez finalement d'abord l'enquête d'historien, et est-ce que cela laisse filtrer les formes d'une mémoire individuelle, je n'en suis pas certaine du tout. Certains livres sont tellement écrits et pensés qu'il est difficile d'y voir l'expression d'une mémoire individuelle, même d'une mémoire familiale, je n'en suis pas absolument certaine ; en même temps, on entre dans une ambiguïté qui n'est pas celle d'un historien, c'est-à-dire qu'advient-il de la mémoire lorsqu'elle passe à l'écrit ? Pour prendre un exemple canonique, est-ce que *Les mémoires d'outre-tombe* sont l'expression d'une mémoire individuelle, nationale, sociale, de la noblesse, qui s'exprime ou est-ce que c'est un écrivain qui fait une œuvre à partir de la mémoire qui n'est qu'un élément ? La mémoire ou la fiction ? Il faut dire que lorsqu'ils se lancent dans ce genre de travaux, les historiens sont confrontés aux mêmes problèmes : est-ce que ce genre de livres peut servir pour les historiens ultérieurs à travailler sur les mémoires ? Oui et non, parce qu'il y aura une conscience très claire de l'exercice, et je pense que dans ces cas-là, l'historien est plus fort.

Mais je pourrais vous donner un autre exemple qui est très frappant, une phrase surgissant des mémoires et un livre par la suite, un des plus beaux livres d'histoire écrit depuis 10 ans, de l'historien Alain Dewerpe, récemment décédé, *Charonne, 8 février 1962, anthropologie historique d'un massacre d'état*, c'est un très très gros pavé. C'est avant tout un livre de l'histoire de la répression de l'état qui est extrêmement intéressant, et lorsque vous regardez l'introduction, c'est un livre effroyablement froid, précis, ce n'est pas du tout un livre d'émotion, c'est juste la description des ressorts psychiques, sociaux, politiques, qui font qu'une manifestation interdite se termine en massacre collectif. On a pensé que le fait d'être le fils d'une des victimes de Charonne n'empêchait pas d'en faire l'histoire, c'est-à-dire que Alain Dewerpe est le fils de Fanny Dewerpe qui est morte ce jour là (son père fut aussi tué victime de la répression en mai 1952 lors de la venue du général Ridgway). Vous avez là (c'est retourné), comment un acte de mémoire peut donner lieu à un très grand livre d'histoire et ou finalement, la mémoire, est quasiment imperceptible. Les historiens usent de leur mémoire individuelle, faire de sa mémoire individuelle un grand livre d'histoire, ça n'est jamais un exercice facile, et plus vous vous y lancez, plus vous courez de risques ; c'est vrai aussi pour des sociologues j'en parlerai dans mon prochain cours.